Les réponses des États à la crise économique : sauver les capitalistes « quoi qu'il en coûte »

Article initialement publié sur le site du NPA.



Gaston Lefranc est membre du groupe de travail économique du NPA.

Partout dans le monde, les États mettent le paquet pour venir en aide aux capitalistes.

L'argent public est ainsi mobilisé pour couvrir les dépenses des entreprises. Le déficit public n'est soudainement plus le problème. Il va exploser partout en 2020, autour de 10 % du PIB. Cet argent n'est pas « gratuit » : il aura une contrepartie, et il se traduira par une baisse du niveau de vie des travailleurE. D'une certaine façon, une « économie de guerre » se prépare contre les salariéEs, pour restaurer le taux de profit au détriment de la consommation des masses.

Une politique budgétaire expansive pour limiter les faillites des entreprises

L'homogénéité des plans de soutien à l'économie est frappante. Quand la grande crise éclate, les marges de manœuvre se rétrécissent. Les États bourgeois mobilisent l'argent public avec différents outils :
– Des dispositifs de type « chômage technique » pour payer, à la place des patrons, une partie des salaires ;
– Des subventions directes aux entreprises ;
– Des reports et annulations d'impôts et cotisations ;
– Des fonds pour la recapitalisation des grands groupes capitalistes.

En France, 100 milliards sont d'ores et déjà prévus avec ces différents dispositifs. À cela s'ajoutent des garanties de prêts par l'État : des entreprises feront faillite, et l'État remboursera avec l'argent public les banques à la place de ces entreprises.

Quelques milliards, des clopinettes, sont prévus pour les ménages, pour éviter les désastres humanitaires. C'est d'ailleurs dans les pays où la protection sociale est la plus limitée (aux États-Unis) que les aides aux ménages sont les plus importantes. Mais ces sommes restent dérisoires par rapport aux milliards fournis aux capitalistes.

La politique monétaire ne fera pas de miracle

Contrairement à 2008-2009, les banques centrales ne peuvent pas baisser les taux d'intérêt pour stimuler le crédit et l'investissement des entreprises. Ces taux sont déjà pratiquement à zéro. Mais il reste l'arme du « quantitative easing » : la Banque centrale européenne a annoncé un programme massif (750 milliards) de rachats de dettes d'État et d'entreprises. Autrement dit, la Banque centrale va inonder les banques commerciales de « liquidités » (« monnaie centrale ») en contrepartie de ces titres de dettes. Mais ces politiques sont inefficaces pour relancer l'économie. D'une part, l'abondance de liquidités ne garantit pas une hausse de la création monétaire par les banques commerciales. D'autre part, cette création monétaire peut être utilisée pour la spéculation financière, et non pour les achats de biens et services dans l'économie réelle.

C'est pourquoi de plus en plus d'économistes préconisent une création monétaire plus directe, sans la médiation des banques commerciales, pour financer l'économie réelle : annulations de la dette publique par la Banque centrale ou financement du déficit public par une avance (pas un prêt) de la Banque centrale visent à éliminer la dette publique et à stopper les remboursements de l'État. On aurait donc une création monétaire sans endettement pour financer le déficit public. D'autres préconisent que la Banque centrale alimente les comptes en banque des entreprises et ménages : c'est la « monnaie hélicoptère », comme si la Banque centrale distribuait par hélicoptère des liasses de billets. Ces solutions monétaires sont reprises par les antilibéraux, mais aussi, de plus en plus, par des économistes mainstream. Mais cette création monétaire, même si elle n'alimentait pas l'inflation financière, ne relancerait pas l'économie : elle alimenterait l'inflation sur les biens et services. Créer massivement de la monnaie ne permet pas de surmonter les contradictions du capitalisme, et notamment de restaurer le taux de profit des capitalistes, condition sine qua non d'une reprise de la croissance.

Une « économie de guerre » contre les travailleurEs se met en place

La mythologie keynésienne et antilibérale nous fait croire que c'est le New Deal qui a permis de sortir de la crise des années 1930. C'est faux : pour sortir de la crise, le taux de profit doit être restauré grâce à dévalorisation massive du capital. Cela a pu se faire « grâce » aux destructions physiques de la guerre en Europe. Mais cela a aussi pu se faire grâce à la mise en place d'une « économie de guerre » aux États-Unis. Une telle économie consiste à restreindre drastiquement la consommation de la population (via la hausse des taxes, l'emprunt forcé ou l'inflation) pour subventionner massivement l'investissement des entreprises. Du coup l'avance de capital prise en charge par les capitalistes diminue, et le taux de profit se redresse.

La bourgeoisie est en train de mettre en place un type d'économie de guerre, en temps de paix, pour sauver le capitalisme. Les subventions illimitées pour les patrons auront un coût énorme pour les populations. Seule une alternative communiste pourra conjurer cette sombre perspective.

Gaston Lefranc, le 22 avril 2020